L’Autriche dément les déclarations de Darmanin, qui se félicitait d’un prétendu accord informel entre les pays de l’UE sur une solidarité obligatoire concernant l’accueil des migrants. “Ce n’est pas notre position”

09/02/2022 à 13h07



09/02/2022

L’Autriche a contesté les déclarations du gouvernement français qui se félicitait d’un accord informel concernant l’une des questions les plus controversées sur la migration et l’asile.

Le ministre français de l’Intérieur, Gérald Darmanin, a déclaré à la presse après une réunion informelle des ministres de l’Intérieur de l’UE la semaine dernière que chaque État

membre avait accepté le principe de solidarité obligatoire, c'est-à-dire d'avoir une règle contraignante pour participer à la relocalisation des migrants, soit d'offrir un soutien financier aux pays en première ligne ou aux pays qui accueillent des migrants.

(…) "Ce n'est effectivement pas notre position, nous ne sommes pas d'accord avec la solidarité obligatoire", a déclaré un porte-parole de la représentation autrichienne à Bruxelles.

Cette position autrichienne est en contradiction avec les récents commentaires du ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin. Il a déclaré aux journalistes, après une réunion informelle des ministres de l'intérieur de l'UE en France la semaine dernière, que tout le monde était d'accord sur le principe de la solidarité obligatoire.

(…) Euobseer

(Merci à Fachix)

03/02/2022

Les ministres de l'Intérieur de l'UE se sont mis d'accord pour rendre le principe dit de *« solidarité »* obligatoire pour les questions de migration, a annoncé le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, jeudi (3 février).

La France s'est fixé pour objectif de développer une réglementation visant à rendre la solidarité plus contraignante lorsqu'il s'agit de répartir les réfugiés entre les États membres du bloc. Ils estiment que c'est aux États membres de décider d'accepter plus de réfugiés ou de soutenir financièrement ceux qui sont prêts à les laisser entrer.

« Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a une part importante de responsabilité et une certaine solidarité

obligatoire », a déclaré M. Darmanin lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion informelle des ministres de l'Intérieur de l'UE.

Euractiv.fr